

Assurance-chômage (AC)

Assurance-chômage

Bases légales

- Constitution fédérale, art. 114
- Loi fédérale sur l'assurance-chômage obligatoire et l'indemnité en cas d'insolvabilité (LACI), en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1984
- Ordonnance sur l'assurance-chômage obligatoire et l'indemnité en cas d'insolvabilité (OACI), en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1984

But (art. 1 LACI)

La loi sur l'assurance-chômage (LAC) vise à garantir aux personnes assurées une compensation convenable du manque à gagner causé par :

- le chômage
- la réduction de l'horaire de travail
- les intempéries
- l'insolvabilité de l'employeur

La LACI poursuit d'autres objectifs:

- Prévenir le chômage imminent
- Combattre le chômage existant
- Favoriser l'intégration rapide et durable des assurés dans le marché du travail

Personnes assurées

Tous les salariés sont soumis obligatoirement à l'assurance-chômage.

Ne sont pas assurés

- Les travailleurs indépendants
- Les associés de sociétés de personnes
- Les personnes percevant leur rente AVS de manière anticipée

Obligation de cotisation et cotisation AC (art. 2 - 3 LACI)

Comme avec l'AVS, l'obligation de cotisation prend effet le 1^{er} janvier suivant le 17^e anniversaire, dès lors que la personne touche un revenu issu d'une activité lucrative dépendante. Les employeurs et les travailleurs sont tenus de cotiser à parts égales. La cotisation AC est payée sur la base du salaire annuel déterminant. Est uniquement assuré le salaire annuel jusqu'à CHF 148 200 ou un salaire mensuel de CHF 12 350, ce qui correspond au salaire assuré maximal selon la LAA.

Même si le salaire assuré et l'obligation de prise en charge sont établis sur la base du montant de CHF 148 200, l'obligation de cotisation s'étend également aux salaires supérieurs :

- 2,2 % jusqu'à un salaire annuel de CHF 148 200
- 1,0 % pour les salaires à partir de CHF 148 201

Prestations de l'assurance-chômage

L'assurance-chômage compte plusieurs types de prestations. Quatre d'entre elles prévoient des indemnités pour un manque à gagner. Les autres prestations se présentent sous la forme de contributions financières de conseil et de diverses mesures.

1. Indemnité de chômage
Indemnité pour une perte de revenu
2. Indemnité en cas de réduction de l'horaire de travail
Dédommagement des coûts salariaux en cas de réduction de l'horaire de travail (perte d'au moins 10 % sur un mois)
3. Indemnité en cas d'intempéries
Dédommagement des coûts salariaux en cas de perte de travail due à des intempéries
4. Indemnité en cas d'insolvabilité
Compensation en cas d'insolvabilité de l'employeur
5. Mesures relatives au marché du travail (MMT)
Contributions aux mesures de lutte contre le chômage

Indemnité de chômage (art. 8 LACI)

Une personne a droit à l'indemnité de chômage

- si elle est sans emploi ou partiellement sans emploi
- si elle a subi une perte de travail à prendre en considération
- si elle est domiciliée en Suisse
- si elle a achevé sa scolarité obligatoire, n'a pas encore atteint l'âge donnant droit à une rente AVS et ne touche pas de rente de vieillesse de l'AVS
- si elle remplit les conditions relatives à la période de cotisation ou en est libérée
- si elle est apte au placement et satisfait aux exigences du contrôle

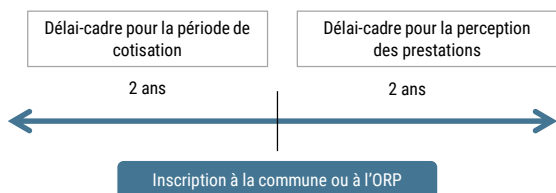
Est considérée comme sans emploi une personne non engagée dans un rapport de travail et recherche un emploi à temps plein. Toute personne demandant des prestations doit être domiciliée en Suisse.

Prestations de l'assurance-chômage et indemnité de chômage

Délais-cadres

En règle générale, des délais-cadres de deux ans s'appliquent. On en distingue deux types :

1. Le délai-cadre pour la perception des prestations commence le premier jour auquel les conditions requises sont satisfaites. Pendant cette période, les assurés peuvent prétendre aux prestations qui leur reviennent.
2. Le délai-cadre de la période de cotisation commence deux ans avant ce jour. Pendant cette période, il convient de justifier la réalisation d'une activité soumise à cotisation pendant 12 mois au minimum ou de justifier une exonération éventuelle (exemption du paiement des cotisations).



Aptitude au placement

L'aptitude au placement est une condition essentielle au droit de toucher une indemnité de chômage. Cette aptitude est considérée admise si la personne concernée est

- disposée (veut) à exercer un travail raisonnable,
- en position (peut) d'exercer un travail raisonnable,
- autorisée (a le droit) à exercer un travail raisonnable.

Caractère déraisonnable

L'assurance-chômage part du principe que la personne concernée peut normalement se voir demander d'effectuer n'importe quel travail.

Toutefois, un travail est considéré comme non raisonnable si, entre autres,

- il requiert plus de deux heures de trajet (pour l'aller et le retour) avec les transports publics.
- il ne correspond pas aux conditions usuelles de la profession et de la région.
- il ne tient pas compte, de manière appropriée, des aptitudes et de la situation de la personne au chômage.

Assurance chômage : indemnités journalières de chômage

Gain assuré (art. 23 LACI)

Le salaire assuré maximal est de CHF 12 350.- par mois ou CHF 148 200.- par an. Le seuil minimum s'élève à CHF 500.- par mois. Ne sont pas assurés les revenus issus d'un gain accessoire et un gain réalisé dans le cadre d'une mesure relative au marché du travail.

Le gain assuré correspond au salaire soumis à l'AVS et aux suppléments réguliers et convenus contractuellement, comme des gratifications ou le 13e mois. Le gain assuré est calculé à l'aide du salaire moyen des six ou douze derniers mois de cotisations précédant le début du délai-cadre pour la perception des prestations.

Montant de l'indemnité journalière

L'indemnité journalière complète atteint 80 % du gain assuré. Ce taux s'applique aux personnes

- soumises à une obligation d'entretien envers des enfants de moins de 25 ans
- dont l'indemnité journalière atteint CHF 140.- au maximum ou
- touchant au minimum un quart de rente de l'AI.

Pour toutes les autres personnes, ce taux n'est que de 70 %.

Situation initiale

Situation initiale	Montant de l'indemnité journalière
Pas d'obligation d'entretien envers des enfants	70%
Obligation d'entretien envers des enfants de moins de 25 ans	80% Perception
d'une rente d'invalidité journalière < CHF 140	80% Indemnité
	80%

Cotisations aux assurances sociales

Comme l'indemnité de chômage est un salaire de substitution, des cotisations aux assurances sociales usuelles (à l'exception du risque vieillesse) sont prélevées sur l'indemnité journalière. Seule exception : aucune cotisation AC n'est déduite.

Cotisation à	Total	Déduction salarié	Part employeur
AHV/AI/APG	10.25%	5.125%	5.125%
NBU	3.95%	2.630%	1.320%
BVG*	2.50%	1.250%	1.250%

La part de l'employeur est prise en charge par le fonds de compensation de l'AC.

*Risques décès ou invalidité uniquement.

Remarque :

Une personne mise au chômage peut faire valoir, dans un délai de 30 à 90 jours au maximum, un « libre passage » auprès de l'assurance collective d'indemnités journalières en cas de maladie du précédent employeur et passer dans une assurance individuelle sans examen de santé.

Assurance chômage : indemnités journalières de chômage

Gain intermédiaire

Est considéré comme gain intermédiaire un revenu issu d'une activité lucrative dépendante ou indépendante, que la personne assurée touche pendant une période de contrôle. Pour les assurés, les gains intermédiaires ont les avantages suivants :

- Revenu plus élevé,
- Mise en place de nouvelles périodes de cotisations,
- Allongement du droit aux indemnités journalières.

Si une personne obtient un gain intermédiaire avec une rémunération plus faible que le salaire précédant sa mise au chômage ou si elle occupe un emploi à plein temps assorti d'un salaire plus bas, elle a droit au versement d'une compensation. Cette dernière compense, selon les conditions requises, le montant manquant entre 70 % ou 80 % du salaire antérieur et le gain que la personne touche désormais. En général, la compensation est versée pendant 12 mois.

Nombre maximum d'indemnités journalières

Pendant le délai-cadre de perception des prestations de deux ans, le nombre maximum d'indemnités journalières et de la période de cotisation dépend également de l'âge de la personne assurée.

Droit aux indemnités journalières	Nombre max. ind. journalières
Personnes exemptées de cotisations	90
Personnes âgées de moins de 25 ans et sans obligation d'entretien envers des enfants et durée de cotisation de 12 mois minimum	200
Personnes âgées de plus de 25 ans ou soumises à une obligation d'entretien envers des enfants et durée de cotisation de 12 mois minimum, mais inférieure à 18 mois	260
Personnes âgées de plus de 25 ans ou soumises à une obligation d'entretien envers des enfants et durée de cotisation entre 18 et 24 mois	400
Personnes de plus de 55 ans et durée de cotisation de 22 mois au minimum	520
Bénéficiaire d'une rente d'invalidité correspondant à un degré d'invalidité de 40 % minimum, avec une durée de cotisation de 22 mois au minimum	520

Assurance chômage : indemnités journalières de chômage

■ Incapacité de travail en cas de chômage

Les assurés en incapacité de travail temporaire en raison d'une maladie ou d'une grossesse ont aussi le droit de toucher une indemnité de chômage. En cas d'incapacité de travail ininterrompue, le maintien du versement des indemnités journalières dure au maximum 30 jours. Si une personne est en incapacité de travail pendant une grande partie du délai-cadre en cours de perception des prestations, le versement est limité au total à 44 indemnités journalières. Comme une personne au chômage est affiliée obligatoirement à la SUVA dès le premier jour de sa période d'inactivité professionnelle, elle perçoit, en cas d'accident, une indemnité journalière d'accident à partir du troisième jour. Cette indemnité est imputée sur l'indemnité de chômage.

Une incapacité de travail découlant d'une maladie est un problème majeur. Une personne n'ayant pas souscrit d'assurance d'indemnités journalières en cas de maladie se retrouve assez rapidement sans revenu.

Si l'employeur précédent est affilié à une assurance collective d'indemnités journalières en cas de maladie, une personne se retrouvant sans emploi doit impérativement user de son droit de transfert vers l'assurance individuelle (droit de passage). Selon le contrat collectif, ce droit ne peut être exercé que pendant une période de 30 à 90 jours après le départ de l'entreprise. Cette option est toutefois associée à des frais de cotisation élevés pour la personne assurée. Dans la pratique, ce droit est rarement exercé.

Incapacité de travail	Indemnité journalière AA	Indemnité journalière AC
Jusqu'à 25 %	Pas de droit	Indemnité journalière complète
Plus de 25 % et jusqu'à 50 %	Moitié de l'indemnité journalière	Moitié de l'indemnité journalière
Plus de 50 %	Indemnité journalière complète	Pas de droit

Incapacité de travail	Indemnité journalière maladie	Indemnité journalière AC
Jusqu'à 25 %	Pas de droit	Indemnité journalière complète
Plus de 25 % et jusqu'à 50 %	Moitié de l'indemnité journalière	Moitié de l'indemnité journalière
Plus de 50 %	Indemnité journalière complète	Pas de droit

Assurance-chômage : mesures relatives au marché du travail (MMT)

Les mesures relatives au marché du travail visent à prévenir un chômage imminent et à réduire une période de chômage en cours. Leur objectif est de permettre une réintégration la plus rapide possible sur le marché du travail. Les MMT doivent plus particulièrement

- améliorer l'aptitude au placement des assurés
- adapter les qualifications professionnelle aux besoins du marché du travail
- réduire le risque de chômage de longue durée
- donner l'opportunité de renforcer son expérience professionnelle

■ Mesures du marché du travail

Mesures de formation (art. 60 LACI)	Mesures d'emploi (art. 64a/b LACI)	Mesures spéciales (art. 65 - 71d LACI)
<ul style="list-style-type: none"> ■ Cours individuels ou collectifs en vue d'une reconversion, d'une formation continue ou d'une réadaptation ■ Entreprises d'entraînement ■ Stages de formation 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Programmes d'emploi temporaires ■ Stages professionnels ■ Semestre de motivation 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Allocations d'initiation au travail ■ Allocations de formation professionnelle ■ Contribution aux frais de séjour hebdomadaires ■ Soutien encourageant l'exercice d'une activité indépendante

Afin qu'une personne puisse participer à des AMM, les conditions fondamentales requises pour le droit à l'indemnité de chômage (art. 8 LACI) et les conditions spécifiques pour les mesures correspondantes doivent être remplies. L'office cantonal compétent attribue les mesures. Les personnes exposées à un risque imminent de chômage peuvent uniquement prendre part aux mesures de formation. Une personne menacée par un licenciement collectif imminent peut participer à toutes les MMT avec l'accord de la caisse de compensation. Indépendamment de leur droit à l'indemnité de chômage, les personnes âgées de plus de 50 ans peuvent bénéficier des mesures jusqu'à la fin de leur délai-cadre pour la perception des prestations.